

Le Yémen aux portes d'un bouleversement géopolitique

Par Frank , 7 octobre 2026

Le Yémen aux portes d'un bouleversement géopolitique

De Taïz et Bab al-Mandab à Riyad : comment une guerre oubliée menace à nouveau l'équilibre des pouvoirs au Moyen-Orient



Par Frank Dumon

La guerre au Yémen a de nouveau dégénéré en un conflit dont les conséquences peuvent s'étendre bien au-delà des frontières du pays. Autour de Taïz et le long de la côte de la mer Rouge, la lutte pour l'accès à Bab al-Mandab s'est intensifiée, tandis que l'affrontement militaire s'accompagne de plus en plus d'une guerre de l'information dans laquelle les affirmations concernant le champ de bataille sont

difficiles à vérifier de manière indépendante. Une nouvelle interview du commentateur yéménite **Hussein Al-Bukhaiti** conteste les premiers récits faisant état d'une percée décisive des forces soutenues par l'Arabie saoudite près de Bab al-Mandab et décrit une contre-offensive qui, selon lui, a été stoppée après une avancée limitée. Son témoignage met également en lumière l'évolution du champ de bataille : utilisation croissante de drones FPV, frappes de missiles et de drones visant des infrastructures militaires et énergétiques saoudiennes, nouveaux dangers pour les infrastructures civiles au Yémen et avertissements concernant l'espace aérien saoudien. Lorsque ces affirmations ne disposent pas d'une confirmation indépendante, elles doivent être clairement attribuées. La question centrale reste néanmoins la même : une supériorité conventionnelle écrasante peut-elle être convertie en un contrôle territorial et politique durable face à un adversaire qui s'est adapté au cours de plus d'une décennie de guerre ?

Une guerre qui n'a jamais vraiment pris fin

Le Yémen est depuis plus de dix ans le théâtre de l'une des guerres les plus complexes du Moyen-Orient. La crise actuelle ne peut être comprise sans revenir à 2014 et 2015. En septembre 2014, les houthis, qui se désignent eux-mêmes sous le nom d'**Ansar Allah**, se sont emparés de la capitale Sanaa. Le mouvement est né dans le gouvernorat septentrional de Saada et puise ses racines historiques dans la communauté zaydite du nord du Yémen.

Ce qui était au départ un mouvement régional et religio-politique est devenu, au fil des conflits successifs avec le gouvernement central, une puissance militaire et politique bien organisée. La transition politique issue du Printemps arabe de 2011 s'est progressivement effondrée. Le président Abd Rabbuh Mansour Hadi a fini par perdre le contrôle de Sanaa et s'est enfui vers le sud. Le 26 mars 2015, une coalition internationale dirigée par l'Arabie saoudite a entamé une intervention militaire en soutien au gouvernement de Hadi.

Cela semblait au départ une guerre qui pourrait être tranchée rapidement. L'Arabie saoudite disposait d'avions de combat américains et européens modernes, d'armes de précision, de moyens financiers considérables et du soutien de plusieurs pays arabes. Les houthis, en revanche, venaient de l'un des pays les plus pauvres du monde. Mais la victoire rapide attendue n'est jamais venue. Plus d'une décennie plus tard, Ansar Allah existe toujours.

Le mouvement contrôle Sanaa et une grande partie du nord et de l'ouest densément peuplés du Yémen, et a entre-temps constitué un arsenal de missiles et de drones capables d'atteindre des cibles situées à des centaines de kilomètres. Les Nations

unies décrivent comment l'intervention militaire de 2015 a suivi l'échec de la transition politique et comment les années de guerre qui ont suivi ont causé des milliers de victimes civiles, d'énormes dommages aux infrastructures et une urgence humanitaire. Cela seul fait du Yémen une étude de cas remarquable de la guerre asymétrique moderne. Mais en 2026, il ne s'agit plus seulement de savoir qui contrôle le Yémen. Les enjeux sont devenus bien plus importants.

Taïz : la guerre reprend son mouvement

L'escalade actuelle se concentre notamment autour de **Taïz**, l'une des plus grandes et des plus importantes villes stratégiques du Yémen. Taïz se trouve à un carrefour crucial. Depuis la région, des routes mènent vers Aden au sud, vers la côte occidentale et Bab al-Mandab, ainsi que vers les hauts plateaux centraux. Celui qui contrôle les axes de circulation autour de Taïz dispose donc d'un avantage militaire important. Début octobre, Ansar Allah a réalisé des gains territoriaux significatifs dans la province. Une importante voie d'approvisionnement a été coupée et la pression autour de la ville s'est fortement accrue. Reuters a rapporté le 5 octobre que les houthis avaient effectivement isolé davantage Taïz, tandis que les troupes



La situation illustre à quel point le front

est actuellement dynamique. Tandis qu'Ansar Allah gagne du terrain autour de Taïz, les forces yéménites soutenues par l'Arabie saoudite le long de la mer Rouge cherchent à obtenir exactement l'inverse. Le résultat n'est pas une simple avancée linéaire d'une partie, mais une guerre dans laquelle les deux camps mènent simultanément des offensives sur différents fronts. Pour l'analyste géopolitique **Pepe Escobar**, Taïz est cependant bien plus qu'un objectif tactique. Dans la conversation fournie, il considère la bataille pour Taïz comme un élément d'un plan stratégique bien plus vaste d'Ansar Allah. Selon lui, le mouvement tente, étape par étape, de placer sous son contrôle les principaux centres politiques et économiques du Yémen.

Son raisonnement est à peu près le suivant : d'abord la côte occidentale et l'accès à Bab al-Mandab, ensuite Taïz, puis Marib et enfin l'équilibre des pouvoirs dans le sud. Ce scénario est certainement loin d'être achevé à l'heure actuelle. Mieux encore : la contre-offensive du 5 octobre a montré que l'initiative militaire peut rapidement changer de camp. Mais Escobar touche à un point fondamental. La lutte ne porte pas

seulement sur le territoire. Elle porte sur les **connexions**. Celui qui contrôle les routes, les ports, les champs pétrolifères et les détroits maritimes détermine en fin de compte quelle entité politique peut être économiquement viable.



e du commerce mondial

C'est pourquoi la bataille pour **Bab al-**

Mandab est peut-être encore plus importante que celle pour Taïz. Le nom signifie littéralement « Porte des Larmes ». Le détroit se situe entre le Yémen d'un côté et Djibouti et l'Érythrée de l'autre. Il relie la mer Rouge au golfe d'Aden et, par conséquent, le canal de Suez à l'océan Indien. Les navires qui circulent entre l'Asie et l'Europe empruntent normalement ce corridor, notamment une part importante du trafic de conteneurs et des transports énergétiques.

Lorsque Bab al-Mandab devient dangereux, les navires peuvent être contraints de contourner le cap de Bonne-Espérance. Cela signifie des milliers de kilomètres supplémentaires, davantage de carburant, des délais de livraison plus longs, des primes d'assurance plus élevées et, finalement, une hausse des coûts. Le Yémen possède donc quelque chose qui ne se mesure pas dans les statistiques économiques traditionnelles : la **puissance géographique**.

Les derniers combats montrent également combien il est difficile d'établir une image fiable de la situation militaire. Des sources soutenues par l'Arabie saoudite et proches des autorités yéménites internationalement reconnues ont d'abord présenté l'offensive le long de la mer Rouge comme une avancée importante en direction de Mocha et de Bab al-Mandab. Dans la nouvelle interview, **Hussein Al-Bukhaiti conteste cependant l'idée d'une percée décisive**. Selon son récit, les forces soutenues par Riyad n'auraient progressé que sur une distance limitée vers la région de Dhubab, sous une couverture aérienne intensive, avant que des renforts yéménites, des drones et des missiles ne les repoussent. Ses affirmations concernant la situation territoriale exacte, les pertes et l'ampleur des combats ne peuvent pas toutes être vérifiées indépendamment et doivent donc être considérées comme le récit d'une source proche de l'un des camps.

Cette distinction est importante. S'emparer d'une route, d'une hauteur ou d'une position côtière pendant une offensive n'équivaut pas à établir un contrôle durable sur Bab al-Mandab ni à couper définitivement les lignes d'approvisionnement de l'adversaire. Les récits contradictoires font eux-mêmes partie de la guerre : chaque camp cherche à présenter des mouvements tactiques comme la preuve d'une dynamique stratégique.

La perte d'une bande côtière déterminée ne supprimerait d'ailleurs pas nécessairement la menace contre la navigation. Les missiles et les drones ne doivent pas être lancés directement depuis le littoral. Même depuis des positions plus à l'intérieur des terres, Ansar Allah peut conserver la capacité de menacer des cibles maritimes. Bab al-Mandab n'est donc pas seulement un problème territorial, mais également technologique, logistique et stratégique.

Cent avions de combat contre une armée de guérilla

L'ampleur de la réaction saoudienne en dit long sur le sérieux avec lequel Riyad évalue la situation. Des rapports antérieurs faisaient état d'une campagne aérienne de très grande ampleur, avec de nombreuses sorties et des attaques contre un grand nombre de cibles. Dans l'interview plus récente, Al-Bukhaiti décrit une phase de bombardements exceptionnellement intense et affirme qu'environ **400 frappes aériennes** auraient été menées en peu de temps. Ce chiffre précis n'a pas été établi de manière indépendante et doit être compris comme son témoignage, et non comme un total confirmé.

Le problème militaire plus large est néanmoins clair. La supériorité aérienne peut perturber les mouvements de troupes, détruire des positions fixes et aider à ouvrir un corridor pour des forces terrestres, mais elle ne garantit pas à elle seule que le territoire pourra être conservé. Al-Bukhaiti affirme également que des attaques yéménites de missiles et de drones ont exercé une pression sur des bases aériennes et d'autres infrastructures militaires saoudiennes, compliquant ainsi la poursuite des opérations aériennes. Les effets précis de ces attaques nécessitent une confirmation indépendante.

Nous revenons ainsi au paradoxe central du conflit. La question n'est pas de savoir si l'Arabie saoudite dispose d'une puissance de feu conventionnelle supérieure. C'est incontestable. La question est : **cette puissance de feu peut-elle être convertie en un contrôle politique et territorial durable ?** L'histoire de la guerre depuis 2015 montre à plusieurs reprises combien cette conversion est difficile.

La leçon de la guerre asymétrique

Le Yémen démontre une nouvelle fois que la supériorité militaire et la victoire politique sont deux choses différentes. Une force technologiquement supérieure peut infliger des pertes considérables à son adversaire sans parvenir pour autant à imposer le résultat politique recherché. Pour Ansar Allah, le temps et les coûts fonctionnent en outre différemment que pour une armée conventionnelle riche qui doit entretenir ses avions, sa logistique, sa défense aérienne et ses armes de précision coûteuses.

Un changement tactique particulièrement visible est l'utilisation croissante des **drones FPV**. Ces systèmes relativement peu coûteux, volant à basse altitude, peuvent être dirigés avec une grande précision contre des véhicules, des positions et de petits groupes de soldats. Dans l'interview, Al-Bukhaiti affirme que les années de blocus et de guerre ont contraint les forces yéménites à s'adapter, à pratiquer la rétro-ingénierie et à développer davantage leurs propres capacités de production. Il reconnaît également explicitement l'importance du savoir-faire technique iranien. Cela suggère un modèle plus nuancé que l'alternative entre autonomie complète et simple contrôle étranger : un savoir-faire extérieur peut être combiné avec l'adaptation locale, la production nationale et l'expérience acquise sur le champ de bataille.

L'asymétrie économique reste cruciale. Même lorsqu'une grande partie des drones ou missiles bon marché est interceptée, le défenseur peut être contraint d'employer des systèmes beaucoup plus coûteux. L'attaquant n'a pas besoin que chaque arme franchisse les défenses. Quelques frappes réussies contre une raffinerie, un aéroport, un radar ou une installation énergétique peuvent imposer des coûts sans commune mesure avec le prix de l'arme utilisée.



saoudite

Cela nous amène à un second

changement fondamental. La guerre ne se limite plus au territoire yéménite. **Ansar Allah** a démontré à plusieurs reprises sa capacité à menacer des cibles profondément situées en Arabie saoudite avec des missiles et des drones. Dans la nouvelle interview, Al-Bukhaiti affirme que les forces yéménites ont frappé des bases

aériennes saoudiennes ainsi que des installations liées à Aramco lors de la dernière escalade. Les cibles précises, les dégâts et les effets opérationnels décrits dans l'interview n'ont pas tous été confirmés de manière indépendante, mais la capacité générale de frappe à longue portée est solidement établie par l'histoire du conflit.

Al-Bukhaiti réitère également un avertissement selon lequel l'espace aérien saoudien pourrait être considéré comme une **zone opérationnelle**, tout en mentionnant des exceptions pour les régions de La Mecque et de Médine. Une telle déclaration ne doit pas être confondue avec un contrôle réel de l'espace aérien saoudien. Son importance réside plutôt dans le signal de risque envoyé aux compagnies aériennes, aux assureurs, aux investisseurs et aux entreprises logistiques.

Une économie moderne dépend de la prévisibilité. Même une probabilité limitée d'attaques de missiles ou de drones peut influencer les décisions commerciales. La stratégie ne doit donc pas nécessairement viser à détruire l'économie saoudienne. Elle peut chercher à augmenter continuellement le **coût de l'incertitude**, en particulier si l'escalade militaire commence à affecter les aéroports, les infrastructures énergétiques ou la perception de la sécurité aérienne.

La population civile à nouveau dans la ligne de feu

La nouvelle interview remet également au premier plan la dimension civile de l'escalade. Al-Bukhaiti décrit des frappes saoudiennes sur ou à proximité d'infrastructures civiles à Sanaa, notamment une maternité et un hôpital pour enfants, ainsi que des attaques contre un marché, des ponts et des bâtiments résidentiels. Il évoque aussi un incident au cours duquel, selon son récit, les membres d'une famille auraient été tués tandis qu'un enfant blessé aurait survécu. Il s'agit d'accusations graves, mais l'interview présente les événements d'un point de vue clairement favorable à Ansar Allah et ces incidents particuliers doivent être vérifiés indépendamment avant de pouvoir être présentés comme des faits établis.

La préoccupation plus générale n'est pas nouvelle. Depuis le début de l'intervention dirigée par l'Arabie saoudite en 2015, la protection des civils constitue l'un des enjeux centraux de la guerre au Yémen. Les dommages causés aux habitations, aux hôpitaux, aux routes et à d'autres infrastructures, combinés aux perturbations économiques et aux restrictions touchant les biens essentiels, ont à plusieurs reprises aggravé la faim, les maladies et les déplacements de population. De nouvelles frappes dans des zones densément peuplées risquent donc de ramener le Yémen vers l'un des schémas les plus destructeurs des premières phases de la guerre.

Marib : là où le pétrole et le pouvoir politique se rejoignent

Après Taïz, un second nom crucial apparaît dans l'analyse d'Escobar : **Marib**. La province a une signification économique particulière en raison de ses réserves de pétrole et de gaz et de ses infrastructures énergétiques. C'est pourquoi le contrôle de Marib n'est pas seulement important sur le plan militaire. Une future structure de pouvoir yéménite a besoin de revenus. Un mouvement peut contrôler des villes et des montagnes, mais sans accès à l'énergie, aux impôts, aux ports et aux routes commerciales, il reste difficile d'organiser un État durable. Escobar raisonne donc qu'une éventuelle combinaison de contrôle sur Sanaa, Taïz et Marib changerait fondamentalement l'équilibre des pouvoirs.

Ansar Allah ne pourrait alors plus simplement être décrit comme un mouvement rebelle. Le mouvement acquerrait de plus en plus les caractéristiques d'un État de facto. Dans certaines parties du nord du Yémen, ce processus est d'ailleurs visible depuis longtemps. Ansar Allah gère des institutions gouvernementales, la collecte d'impôts, les services de sécurité et les structures militaires. En même temps, il ne faut pas romancer les problèmes internes du mouvement. Sa gouvernance est également accusée de répression, d'actions autoritaires et de contrôle idéologique. Une analyse récente du *Monde* souligne à la fois le développement militaire remarquable du mouvement et ses pratiques de gouvernance autoritaires et ses vulnérabilités internes. Cette distinction est importante. Le succès militaire ne signifie pas automatiquement la légitimité politique.



ure entre le Nord et le Sud

Même si Ansar Allah conquérirait

entièrement Taïz et Marib, un problème fondamental subsisterait : le **Yémen du Sud**. Après tout, le Yémen n'a pas toujours été un seul État. Jusqu'en 1990, le Yémen du Nord et le Yémen du Sud existaient en tant qu'entités politiques distinctes. La réunification n'a pas mis fin aux contradictions régionales. Une guerre civile a suivi en 1994 et, aujourd'hui encore, de forts courants séparatistes existent dans le sud. Aden en constitue le centre symbolique. Le gouvernement internationalement reconnu utilise la ville comme capitale temporaire, mais son pouvoir est loin d'être

absolu.

Les forces locales, les séparatistes du sud, les tribus, les milices et les sponsors étrangers ont tous leurs propres intérêts. Les Émirats arabes unis, par exemple, ont soutenu pendant des années d'importantes formations du sud. Cela rend toute prédiction sur la « réunification du Yémen » extrêmement problématique. Une victoire sur un seul adversaire militaire ne résout pas la contradiction historique Nord-Sud. Escobar voit cependant un autre mécanisme. Selon lui, un bouleversement militaire écrasant pourrait conduire des tribus et des groupes de pouvoir locaux à conclure pragmatiquement des accords avec Ansar Allah. Non pas par conviction idéologique, mais parce que la survie dans un environnement politique tribal signifie souvent s'adapter au nouvel équilibre des pouvoirs. C'est possible. Mais ce n'est certainement pas inévitable.

L'Iran : allié, sponsor ou commanditaire ?

Dans presque toutes les descriptions occidentales d'Ansar Allah apparaît l'adjectif « **soutenu par l'Iran** ». Il y a de bonnes raisons à cela. L'Iran a soutenu le mouvement politiquement et militairement, et le développement technologique des capacités de missiles et de drones des houthis n'est pas sans lien avec l'infrastructure militaire iranienne au sens large. Mais cela ne raconte pas toute l'histoire. Ansar Allah n'est pas une organisation simplement créée par l'Iran. Le mouvement a des racines locales profondes. Il est né des circonstances politiques et religieuses du nord du Yémen et menait déjà la guerre contre le gouvernement yéménite avant que sa relation avec Téhéran n'acquière sa signification stratégique actuelle.



La différence est importante. Lorsque chaque action d'Ansar Allah est interprétée comme un ordre direct de Téhéran, l'agenda yéménite propre du mouvement est sous-estimé. L'Iran profite sans aucun doute d'un mouvement houthi fort. Vu de

Téhéran, le Yémen constitue une position stratégique exceptionnellement précieuse. D'une part, une pression peut être exercée sur l'Arabie saoudite. D'autre part, Bab al-Mandab est à portée. Et plus au nord se trouvent Israël et l'infrastructure militaire américaine dans la région. Mais un allié n'a pas besoin d'être une marionnette. Cette distinction est trop souvent perdue dans les reportages géopolitiques.

Du Yémen à Israël et aux États-Unis

Escobar place donc la guerre yéménite dans un cadre stratégique bien plus vaste. Pour lui, le Yémen n'est qu'un front dans une confrontation de plus en plus interconnectée entre l'Iran, Israël et les États-Unis. C'est aussi là que se situe le plus grand risque d'escalade. Une nouvelle attaque américaine ou israélienne de grande envergure contre l'Iran pourrait difficilement rester limitée au territoire iranien. L'Iran dispose de capacités pour attaquer les bases et infrastructures américaines dans la région. Des alliés régionaux peuvent également devenir actifs. Le détroit d'Ormuz peut subir des pressions. Et de l'autre côté de la péninsule Arabique se trouve Bab al-Mandab. Ainsi naît une situation géographique exceptionnellement vulnérable. Deux des corridors énergétiques maritimes les plus importants au monde se trouvent de part et d'autre de la même péninsule. **Ormuz à l'est. Bab al-Mandab à l'ouest.** Celui qui peut simultanément mettre sous pression les deux corridors n'a pas besoin d'être une puissance mondiale pour provoquer d'énormes conséquences pour l'économie mondiale. Cela explique pourquoi Washington ne peut pas traiter les événements au Yémen comme un conflit civil isolé.

Le Pakistan et la Turquie modifient l'équation

La possibilité d'une implication extérieure plus large ajoute une nouvelle couche d'incertitude. L'analyse précédente comme la nouvelle interview évoquent un renforcement de la coordination militaire entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie. Al-Bukhaiti parle d'un cadre de défense commun et d'un éventuel soutien militaire à Riyad. L'ampleur exacte de tout déploiement, mission ou engagement opérationnel doit cependant être établie séparément et ne peut être déduite de la seule interview.

Un soutien militaire ne signifie pas automatiquement que des unités d'infanterie turques ou pakistanaïses entreraient au Yémen. L'assistance peut prendre de nombreuses formes : défense aérienne, renseignement, logistique, guerre électronique, formation, maintenance, approvisionnement ou protection des installations saoudiennes. Pour le Pakistan, une participation directe à une guerre offensive serait politiquement sensible, Islamabad entretenant des relations importantes avec l'Arabie saoudite comme avec l'Iran. La Turquie cherche elle aussi

à équilibrer plusieurs intérêts régionaux. La question décisive n'est donc pas simplement de savoir **s'ils** soutiennent Riyad, mais **sous quelle forme et jusqu'où ils sont disposés à aller.**

Al-Bukhaiti avertit que d'éventuelles forces terrestres étrangères entrant sur le théâtre yéménite seraient confrontées aux mêmes dangers asymétriques qui ont compliqué les campagnes précédentes : terrain difficile, forces dispersées, drones, missiles et adversaire profondément enraciné dans son environnement local. Il s'agit de son appréciation, et non d'une prédiction selon laquelle un tel déploiement aura nécessairement lieu.



ement être déstabilisée ?

Nous arrivons ici à la partie la plus

radicale de l'analyse d'Escobar. Il suggère qu'une grande victoire yéménite pourrait même conduire à terme à la désintégration interne de l'Arabie saoudite. C'est une prédiction très lourde de conséquences. Il n'existe actuellement aucune preuve convaincante que l'État saoudien soit sur le point de s'effondrer. Riyad dispose d'énormes réserves financières, de services de sécurité étendus, de forces armées modernes et d'un appareil d'État central disposant de ressources bien plus importantes que les gouvernements qui se sont effondrés pendant le Printemps arabe.

La monarchie saoudienne a en outre des décennies d'expérience dans la gestion des contradictions régionales, tribales et politiques. Pourtant, la question sous-jacente d'Escobar est plus intéressante que sa prédiction. L'Arabie saoudite n'est pas un État-nation historiquement évident comme la France ou la Chine. Le royaume actuel est né de l'expansion militaire et politique de la maison des Saoud sur différentes régions et zones tribales. L'unification du royaume n'a été formellement achevée qu'en 1932. Les identités régionales n'ont pas disparu pour autant. Escobar raisonne qu'une lourde défaite militaire, combinée à des dommages économiques et à des luttes de pouvoir internes, pourrait rendre à nouveau visibles d'anciennes lignes de fracture. C'est théoriquement possible. Mais entre « possible » et « probable », il y a

une grande distance.



an et la vulnérabilité du pouvoir centralisé

Il existe pourtant encore une autre dimension. Sous le

prince héritier **Mohammed ben Salman**, le pouvoir politique en Arabie saoudite est fortement centralisé. Cela a des avantages. Les décisions peuvent être prises rapidement et de grands projets économiques peuvent être imposés depuis le centre. Mais la centralisation a aussi un revers. Lorsque les succès sont fortement identifiés à un seul dirigeant, il en va de même pour les échecs. Une guerre prolongée qui menace de plus en plus les infrastructures saoudiennes pourrait donc finir par avoir des conséquences politiques également au sein de l'élite. Escobar prédit même d'éventuels conflits palatins. Le principe plus large est valable : les guerres n'influencent pas seulement les lignes de front. Elles modifient aussi les rapports de force internes des États qui les mènent.

Le paradoxe économique de la guerre

Pour l'Arabie saoudite, il existe en outre un paradoxe particulier. Grâce à ses exportations d'énergie, le pays dispose des moyens de financer une force armée très moderne. Mais précisément cette infrastructure énergétique constitue en même temps l'une de ses principales vulnérabilités.

- Champs pétrolifères.
- Pipelines.
- Stations de compression.
- Raffineries.
- Terminaux d'exportation.
- Ports.
- Centrales électriques.
- Usines de dessalement.

Ce sont de grandes infrastructures fixes difficiles à protéger entièrement. Ansar Allah n'a pas besoin de vaincre l'armée saoudienne pour causer des dommages économiques. Il suffit de franchir occasionnellement la défense aérienne. Le monde a

déjà vu comment des attaques contre des installations pétrolières saoudiennes peuvent avoir des conséquences internationales immédiates. Dans l'escalade actuelle, cette vulnérabilité est encore plus grande parce que la guerre plus large en Asie occidentale met également sous pression d'autres routes énergétiques. Reuters a rapporté le 5 octobre que les tensions géopolitiques autour de l'Iran, de l'Arabie saoudite, du Yémen, d'Ormuz et de Bab al-Mandab constituent une nouvelle fois un facteur de risque important pour les marchés pétroliers. La guerre devient de ce fait immédiatement un problème économique mondial.

Une guerre d'armes bon marché contre des systèmes coûteux

Il y a encore autre chose. La guerre yéménite montre à quelle vitesse la technologie militaire moderne évolue. Il y a une génération, une arme à longue portée était presque automatiquement un instrument très coûteux que seuls des États avancés pouvaient posséder.

- Les drones ont fondamentalement changé ce modèle.
- Des appareils sans pilote relativement bon marché peuvent parcourir des centaines de kilomètres.
- La technologie des missiles se répand également.
- L'électronique commerciale peut être adaptée à des applications militaires.
- Les images satellites sont de plus en plus faciles à obtenir.
- La technologie de navigation est devenue moins chère.
- Il en résulte un problème économique fondamental pour les forces armées traditionnelles.
- Un missile défensif coûtant des centaines de milliers ou même des millions de dollars peut être déployé contre un drone d'attaque qui ne coûte qu'une fraction de cela.
- De plus, l'attaquant n'a pas besoin de réussir à chaque fois.
- Le défenseur, si.
- Une seule erreur d'interception peut suffire.
- Le Yémen est donc aussi un laboratoire pour la guerre du XXI^e siècle.

Les États-Unis : puissants mais mis au défi partout à la fois



Escobar relie finalement ce développement à un thème bien plus vaste : la position des États-Unis. Selon lui, Washington est simultanément confronté à trois grands défis stratégiques : la **Russie, la Chine et l'Iran**. Sa conclusion est que même les États-Unis ne disposent pas de ressources suffisantes pour mener simultanément des confrontations prolongées à grande échelle sur tous les fronts. Cela peut être discuté. Les États-Unis continuent de disposer d'une infrastructure militaire mondiale inégalée, de centaines d'installations à l'étranger, d'une énorme capacité technologique, d'une puissance financière et d'un vaste réseau d'alliés. Mais les ressources ne sont jamais illimitées.

- Un missile Patriot utilisé au Moyen-Orient ne peut pas être déployé simultanément ailleurs.
- Un porte-avions ne peut pas se trouver à deux endroits à la fois.
- Les stocks de munitions doivent être reconstitués.
- Les pilotes, les techniciens et les navires ont besoin de maintenance.
- Et en fin de compte, les guerres doivent être financées politiquement.
- Cela rend même des conflits régionaux relativement petits stratégiquement pertinents lorsqu'ils s'accumulent.

Le Yémen comme symptôme d'un ordre mondial en mutation

Nous arrivons ainsi à la signification plus profonde du conflit.

- Le Yémen n'est pas une grande puissance militaire.
- Ni économique.
- Mais le pays démontre comment les rapports de force internationaux changent.
- La hiérarchie classique dans laquelle les États riches pouvaient presque automatiquement dominer militairement les États pauvres devient de moins en moins évidente.
- La technologie se répand.
- Les armes de précision bon marché transforment le champ de bataille.
- Les drones réduisent l'écart technologique.
- Et la géographie reste aussi importante que jamais.
- Un mouvement qui peut menacer Bab al-Mandab dispose donc d'une influence géopolitique bien plus grande que sa taille économique ne le laisserait supposer.
- C'est peut-être la raison la plus importante pour laquelle la guerre au Yémen acquiert à nouveau une signification mondiale.

Mais ce sont les Yéménites qui paient le prix

Dans toutes les analyses géopolitiques, une réalité menace de disparaître de vue : la population du Yémen.

- Pour des millions de Yéménites, Bab al-Mandab n'est pas un corridor stratégique abstrait.
- Taïz n'est pas un pion sur un échiquier géopolitique.
- Marib n'est pas un champ pétrolifère sur une carte.
- Ce sont des endroits où vivent des gens.
- La guerre depuis 2014 a coûté des centaines de milliers de vies, directement par la violence ou indirectement par la faim, la maladie et l'effondrement des services de base.
- L'escalade actuelle provoque à nouveau d'importants flux de réfugiés. Reuters a rapporté le 5 octobre qu'au moins **184 000 personnes** avaient été déplacées par les combats renouvelés.
- Ce chiffre menace d'augmenter encore lorsque la bataille pour les grandes villes s'intensifiera.
- Une bataille pour Taïz ou Sanaa ne serait pas comparable à un combat pour une position militaire isolée.
- Elle se déroulerait parmi de grandes populations civiles.
- C'est pourquoi il est important de ne pas romancer les prédictions militaires.
- Même une « victoire » peut signifier une catastrophe humanitaire.

Le grand scénario d'Escobar

Lorsque nous revenons finalement à l'analyse de Pepe Escobar, deux choses doivent être distinguées. Ses **observations factuelles** et ses **pronostics**. Qu'Ansar Allah soit devenu un acteur militaire régional exceptionnellement important est difficile à nier. Que le mouvement puisse menacer les infrastructures saoudiennes a également été démontré. Que Bab al-Mandab ait une importance stratégique énorme est hors de discussion. Que l'Arabie saoudite, après plus de dix ans de guerre, n'ait pas pu éliminer Ansar Allah est également clair. Mais il ne s'ensuit pas automatiquement la conclusion beaucoup plus radicale d'Escobar selon laquelle l'Arabie saoudite finira par se désintégrer ou que le Yémen pourrait politiquement dominer la péninsule Arabique. Cela reste une spéculation. Pourtant, son scénario est intellectuellement intéressant parce qu'il inverse l'analyse habituelle. Habituellement, la question est : **l'Arabie saoudite peut-elle vaincre le Yémen ?** Escobar pose une question totalement différente : **que se passe-t-il lorsque le Yémen finit par commencer à transformer l'Arabie saoudite ?** C'est peut-être la question la plus provocante mais en même temps la plus intéressante de toute la conversation.

Nouvelle source : Hussein Al-Bukhaiti

Cette mise à jour s'appuie également sur l'interview [Hussein Al-Bukhaiti: Nothing Is Quiet on the Yemeni Front — Saudi Push, Turkey & Pakistan Enter](#). Al-Bukhaiti présente un point de vue favorable à Ansar Allah et conteste directement plusieurs récits initiaux concernant la dernière offensive soutenue par l'Arabie saoudite. Son témoignage est utile pour comprendre la manière dont le conflit est interprété du côté d'Ansar Allah, mais les détails opérationnels concernant le contrôle territorial, les pertes, les frappes aériennes, les attaques contre des installations saoudiennes et les incidents touchant des civils doivent être considérés comme des affirmations tant qu'ils ne sont pas corroborés de manière indépendante. La divergence marquée entre son récit et les informations provenant du camp soutenu par Riyad est elle-même significative : la guerre de l'information est devenue indissociable de la lutte militaire.

La bataille pour le Yémen ne concerne plus seulement le Yémen

Début octobre 2026, l'issue des nouveaux combats reste impossible à prédire. Ansar Allah aurait réalisé des progrès importants autour de Taïz, tandis que les forces soutenues par l'Arabie saoudite ont lancé une importante contre-offensive en direction de la côte de la mer Rouge. Les premiers rapports ont présenté cette opération comme une reconquête significative de territoire autour de Bab al-Mandab, mais le récit ultérieur d'Al-Bukhaiti conteste l'existence d'une percée durable et

décrit une avancée limitée qui aurait ensuite été repoussée. Ces versions concurrentes soulignent combien l'image du champ de bataille reste incertaine.

- L'Arabie saoudite a considérablement intensifié sa campagne aérienne.
- Le renforcement de la coordination saoudienne avec le Pakistan et la Turquie fait désormais partie de l'équation stratégique, même si la portée opérationnelle exacte de leur soutien doit être confirmée séparément.
- Ansar Allah revendique entre-temps des attaques contre des infrastructures militaires et énergétiques saoudiennes et a émis des avertissements concernant l'espace aérien saoudien.
- Derrière cela se trouve l'Iran.
- Derrière cela, la confrontation avec les États-Unis et Israël.
- Et derrière cette confrontation régionale se dessine la lutte de pouvoir internationale encore plus vaste dans laquelle Washington, Pékin et Moscou tentent de maintenir ou d'étendre leur position.
- Le Yémen se trouve précisément à l'intersection de ces différentes lignes de fracture.

La Porte des Larmes

- Bab al-Mandab ne s'appelle pas la **Porte des Larmes** pour rien.
- Pendant des siècles, marchands, armées et empires ont traversé ce passage étroit.
- Aujourd'hui, des porte-conteneurs et des pétroliers y naviguent.
- Mais la signification fondamentale de la géographie n'a pas changé.
- Celui qui peut menacer ce corridor peut exercer une pression sur des puissances économiquement des centaines de fois plus grandes.
- C'est là finalement le paradoxe du Yémen.
- L'un des pays les plus pauvres du Moyen-Orient se trouve sur l'un des morceaux de géographie les plus précieux au monde.
- L'Arabie saoudite peut déployer cent avions de combat.
- Les États-Unis peuvent fournir des renseignements.
- Le Pakistan et la Turquie peuvent soutenir militairement Riyad.
- Ansar Allah peut déployer des missiles et des drones.
- Mais aucun de ces acteurs ne peut changer la géographie.
- La mer Rouge reste où elle est.
- Le canal de Suez reste dépendant de l'accès sud.
- Bab al-Mandab reste la porte.
- Et le Yémen reste situé à cette porte.

C'est pourquoi ce qui se passe aujourd'hui autour de Taïz, Marib, Aden et Bab al-Mandab n'est pas une note de bas de page dans l'histoire du Moyen-Orient. C'est une confrontation sur la question de savoir qui pourra influencer dans les années à venir les routes commerciales, les corridors énergétiques et l'ordre politique de l'une des régions les plus stratégiquement importantes au monde. Que la prédiction la plus radicale de Pepe Escobar devienne un jour réalité — une victoire yéménite qui finirait même par affecter la structure interne de l'Arabie saoudite — nous ne le savons pas. Les preuves manquent aujourd'hui.

Mais une conclusion est bien plus difficile à contester : Lorsque l'Arabie saoudite a entamé son intervention militaire en mars 2015, on s'attendait à ce que son énorme supériorité technologique et financière puisse briser relativement rapidement la rébellion houthie.

- Plus de dix ans plus tard, Ansar Allah est toujours à Sanaa.
- Le mouvement possède plus de capacités militaires qu'alors.
- Il peut menacer directement l'Arabie saoudite.
- Il peut mettre sous pression la navigation internationale.
- Et ses mouvements militaires peuvent influencer le prix du pétrole, les routes aériennes et les calculs stratégiques des puissances régionales et mondiales.

C'est en soi déjà un changement historique. La question n'est donc plus seulement de savoir qui gagnera la guerre pour le Yémen. La question plus importante est : **combien du Moyen-Orient changera avant que cette guerre ne prenne finalement fin ?**

Liste des sources avec URL

- **Institute for the Study of War (ISW) - Iran Update, octobre 2026 :** Analyse détaillée de l'avancée houthie autour de Taïz et des implications stratégiques de l'encerclement.
URL : <https://understandingwar.org/research/middle-east/iran-update-october-3-2026/>
- **Courthouse News Service - Campagne aérienne de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite :** Confirmation du déploiement de 100 avions de combat et de l'attaque de centaines de cibles dans l'opération « Dawn of Yemen ».
URL : <https://www.courthousenews.com/articles/a-saudi-led-coalition-says-its-fighter-jets-are-bombing-yemens-iran-backed-houthi-rebels>
- **Organisation internationale pour les migrations (OIM) / ONU Info :** Rapport officiel sur la crise humanitaire et le déplacement d'environ 184 000 personnes en raison des combats renouvelés.

URL : <https://www.somaliguadian.com/news/world/yemen-retakes-bab-el-mandeb-from-houthis/>

- **Regional Defense Analysis - Accord de défense mutuelle de La Mecque :** Informations contextuelles sur l'accord de défense trilatéral entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan et la récente réunion des chefs d'état-major à Riyad.
URL : <https://www.courthousenews.com/saudi-arabia-turkey-and-pakistan-sign-defense-pact-amid-regional-war/>
- **Pepe Escobar (Dialogue Works Substack) :** La source originale de l'analyse sur le changement stratégique et la déclaration de l'espace aérien saoudien comme non sûr.
URL : <https://dialogueworks.substack.com/p/pepe-escobar-breaking-yemen-declares-312>
- **Hussein Al-Bukhaiti - interview sur la nouvelle escalade au Yémen :** Source utilisée pour la mise à jour concernant la contre-offensive autour de Bab al-Mandab, les drones FPV, les frappes présumées contre les infrastructures militaires et énergétiques saoudiennes, les infrastructures civiles et l'éventuelle implication turque et pakistanaise. Les affirmations issues de l'interview sont attribuées lorsqu'elles ne disposent pas d'une confirmation indépendante.
URL : <https://youtu.be/WwScC3h7iW4>

<https://youtu.be/TSKT4452mA8>